



Alors que, parallèlement aux faillites, se profile une vaste recomposition du secteur bancaire, des attaques spéculatives ont pour objectif de faire s'effondrer le cours d'actions de certaines banques déjà affaiblies pour permettre leur rachat à des prix bradés. Avec un cynisme à peine croyable, le président de la Wells Fargo déclarait récemment dans la presse que, devant tant de cibles «délabrées», il se sentait comme un « enfant dans un magasin de bonbons». (*)

Le capitalisme est en crise

Hier si arrogant, si suffisant, si grandiloquent, le voici coincé dans ses contradictions. Incapable de s'autoréguler, il montre son vrai visage: la recherche du profit maximum, la loi de la jungle, la concurrence sans limite, la guerre économique permanente. Au mépris de la survie de la planète.

Pendant 30 ans on a assisté à un matraquage idéologique sur la «faillite de l'Etat et de sa bureaucratie » et la glorification du «libre jeu du marché». On voit où cela nous a mené...

Des montages sophistiqués ont transformé la société en vaste casino où quelques «experts» branchés jouent avec l'argent et la vie des gens. Cette grave crise financière sera payée par les contribuables (impôts, taxes,...) et par les pays en développement qui verront toutes leurs factures s'envoler (nourriture, médicaments, pièces de rechange, biens d'équipement,...) dans les prochains mois.

Qui produit la richesse?

L'humanité n'a jamais produit autant de richesse, mais jamais la pauvreté n'a été aussi répandue. Le problème principal est donc qui s'approprie la richesse produite, car elle sert plus que jamais à «rémunérer» les actionnaires et de moins en moins à satisfaire les besoins sociaux.

C'est le travail de tous, et lui seul, qui produit la richesse, le capital n'en produit pas. Dès lors il n'est ni archaïque, ni immoral de revendiquer que cette richesse produite collectivement serve à l'amélioration des conditions de vie de tous.

Qui est responsable de la crise?

Les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés de crédit, les fonds de pension ou d'investissement, le patronat sont responsables de la crise actuelle. En injectant des centaines de milliards de dollars dans le système financier, États et banques centrales ne font que renflouer ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise.

Bien plus qu'une vague «commission d'enquête», la levée du secret bancaire est indispensable pour faire toute la lumière sur les mouvements spéculatifs.

Comment en sortir?

Ce n'est pas aux salariés de payer la crise alimentée par la spéculation financière.

Il faut un plan d'urgence qui s'attaque à la racine de la crise. La recette traditionnelle des capitalistes, à savoir la nationalisation des pertes aujourd'hui et la privatisation des bénéfices demain, nous replongera au prochain cycle dans le même marasme. Toujours plus profond pour des millions de citoyens du monde.

Des mesures radicales s'imposent

La crise que nous traversons n'est pas un accident du capitalisme, un excès, un dérapage momentané. Elle est au cœur même de sa logique et c'est là qu'il faut tailler.

1. Nationaliser (= rendre à la nation) tous les organismes financiers, les banques et les assurances.

2. Instaurer une réglementation financière à l'échelle mondiale et de forts mécanismes de

contrôle démocratiques.

3. Créer un système bancaire mutualisé qui drainera l'épargne, et se chargera du crédit. Un service bancaire public très largement décentralisé, accessible à tous, dans tous les quartiers et les villages.

4. Mettre fin à tous les privilèges, «parachutes dorés», et rémunérations «hors normes» qui incitent les «responsables» à emballer la machine.

5. Investir largement dans des services publics performants (enseignement, télécommunications, transports publics,...) et des initiatives de développement durable.

6. Créer une Sécurité Sociale étendue, plutôt que de spéculer avec l'argent des travailleurs à travers les fonds de pension. Renforcer la pension légale, arrêter de défiscaliser les pensions privées. Rétablir le caractère d'assurance des allocations de chômage plutôt que faire la chasse aux chômeurs.

7. Relever les salaires et les allocations sociales grâce à un retour à une négociation collective salariale libre, un renforcement du système d'indexation salariale et de liaison des allocations au bien-être, la restauration d'une fiscalité directe réellement progressive et fortement redistributive vers les rémunérations basses et moyennes.

Premiers signataires

Raouf Ben Ammar (BE - UAG - CAP – FSBx), **Marc Beugin** (FR – syndicaliste CGT), **Aline Bingen**

,
Didier Brissa

(BE - UAG),

Freddy Bouchez

(BE – accompagnateur syndical FGTB/Centre),

Yannick Bovy

(BE - militant syndical et altermondialiste),

Anne Carlier

,

Céline Caudron

(BE - LCR), Nico Cué (BE - secrétaire général MWB-FGTB),

Michèle De Deken

(BE – syndicaliste),

Anne-Marie Delsaut

(BE – syndicaliste),

Vincent Demonty

(BE – FGTB-CGSP enseignement - Président de la délégation de Chaudfontaine),

Pierre Denoël

,

Marie-Claire Depas

(citoyenne du Monde),

Gaëlle Derede

,

Jean-Claude Deroubaix

(BE – sociologue),

Freddy Dewille

(BE - Conseiller communal du groupe "Gauche" Anderlues),

Didier Dirix

(BE - Syndicaliste),

Julien Dohet

(BE - historien du mouvement ouvrier),

Pascal Durand

(BE - professeur d'université),

Guy Fays

(BE – syndicaliste FGTB Namur),

Marie-Anne Fourneaux

,

Cristina Gay

(BE - porte-parole, pour Une Autre Gauche),

Aoued Gherbi

,

Corinne Gobin

(BE - politologue ULB),

Léon Gosselain

(BE – Climat et Justice Sociale),

Christian Guilmot

(BE – syndicaliste),

Nancy Hardy

,

Denis Horman

(BE – LCR),

Alba Izzo

,
Paul Lootens

(BE – syndicaliste FGTB),

Freddy Mathieu

(BE – syndicaliste),

Peter Mertens

(BE – PTB),

Georget Mourin

,
Anne Mycinski

,
Georges Peeters

(BE – syndicaliste),

Angelo Pitzus

,
Isabelle Ponet

(BE - LCR-Liège),

Jean-François Ramquet

(BE – syndicaliste),

Daniel Richard

(syndicaliste wallon),

Ataulfo Riera

(BE – LCR),

Gilles Smedts

(BE – Parti Humaniste),

Olivier Starquit

(membre du collectif Le Ressort),

Théâtre du Copion

(BE),

Roger Vander Cammen

(BE - Délégué syndical MWB-FGTB),

Alain Van Praet

(BE - Délégué principal CSC-Transcom),

Hendrik Vermeersch

(BE – Secrétaire BBTK/SETCa BHV),

Bernard Wauthy

(citoyen du Monde)

Pour vous associer à ce texte envoyez un mail à:

criseducapitalisme@gmail.com ou signez directement sur le site internet:

<http://petitions.agora.eu.org/magasin-de-bonbons/signataires.htm>
!

Crise capitaliste: «Comme un enfant dans un magasin de bonbons»

Écrit par Appel

Lundi, 03 Novembre 2008 06:46 - Mis à jour Jeudi, 13 Novembre 2008 21:55

(*) <http://www.capital.fr/Actualite/Default.asp...>